

Nous tâchons de réviser les règlements dans de nombreux secteurs de l'économie canadienne - des transports aux communications en passant par les services financiers - comme moyen supplémentaire d'accroître notre compétitivité internationale.

Nous sommes maintenant beaucoup plus ouverts aux investissements étrangers. Nous reconnaissons leur importance en ce qui a trait à la création d'emplois et à l'innovation technologique. La création d'Investissement Canada a permis de faire savoir aux investisseurs éventuels que le Canada souhaite faire affaires avec eux.

En consultation avec le ministère de l'Expansion industrielle régionale et Investissement Canada, mon Ministère a lancé une campagne promotionnelle de 10 millions de dollars pour encourager les investissements étrangers productifs au Canada. Nous avons nommé des conseillers en investissement à Londres, Bonn, Paris, Tokyo et aux États-Unis.

Pour aider les entreprises à acquérir et adopter la technologie étrangère, nous avons placé des agents de développement technologique en poste à Tokyo, Londres, Bonn, Stockholm et dans plusieurs villes américaines.

Le gouvernement a procédé à une revue complète des questions relatives au financement des exportations; il s'est penché entre autres sur les améliorations à apporter aux services offerts par la Société pour l'expansion des exportations, notamment en simplifiant les procédures, en proposant de nouvelles garanties aux petites et moyennes entreprises ainsi que dans le domaine des produits agricoles.

Comme beaucoup d'entre vous le savent, le gouvernement a mis au point une Stratégie nationale du commerce en consultation avec les provinces et le secteur privé. Cette approche concertée vis-à-vis de la promotion des exportations regroupe trois volets:

- renforcement de l'accès aux marchés mondiaux;
- amélioration de la compétitivité canadienne, et
- une plus grande efficacité du marketing international.

Le succès de la Stratégie repose essentiellement sur l'identification de pays, de secteurs et de débouchés particuliers, auxquels la priorité est donnée en matière d'exportation.